

7/1/09

PUBLIC BILL
Second Reading

**THE ADDITIONAL STIMULUS PACKAGE (MISCELLANEOUS
PROVISIONS) BILL**
(No. 1 of 2009)

The Minister of Education, Culture & Human Resources (Dr. V. Banwaree):

M. le président nous venons d'entendre le *leader* de l'opposition et je regrette de dire que j'ai été vraiment déçu. Je m'attendais, en cette période de crise sur le plan international, mondial, y compris chez nous, d'entendre une analyse en profondeur de ce qui est en train de se passer sur le plan de l'économie internationale et mauricienne de la part du *Leader* de l'opposition, et non des contre-propositions et nous dire carrément – pour un *Leader* de l'opposition qui est un Premier ministre en attente – ce qu'il ferait s'il était de ce côté de la Chambre. J'ai l'habitude de dire les choses comme elles sont. Quand les membres de l'opposition disent des choses valables, je le dis haut et fort. Mais, j'étais vraiment déçu aujourd'hui, M. le président. C'est un discours où il n'y a vraiment pas grand-chose. Je ne veux pas être méchant, je ne veux pas dire que ce n'est pas sérieux. Il a parlé avec autant de sérieux qu'il a pu, mais c'était un discours où il n'y avait vraiment rien. Il a commencé en nous disant: *'very slow in waking up'*. Je m'attendais à ce qu'il dise: il y a des choses que vous avez proposées qui sont très bonnes, mais vous êtes venus en retard. Mais, son deuxième point est que c'est un fourre-tout. Il a même oublié qu'on est passé, effectivement, au *Performance-Based Budgeting* où maintenant il n'y a pas de séparation nette entre le budget récurrent et le budget capital, et qu'on est en train

d'aller dans ce sillage. Pour lui, c'est un fourre-tout. Il n'y avait vraiment rien dans le discours du *Leader* de l'opposition, M. le président,

M. le président, quand on parle de nouveauté, cela fait vraiment réfléchir, mais aussi rigoler. La nouveauté, c'est qu'on venait à la rescousse des entreprises en difficulté dans un moment de crise internationale, crise jamais vécue par le monde entier. La situation est exceptionnelle. Et celui qui a fait le *Illovo deal* vient nous dire qu'aujourd'hui le gouvernement est en train de venir à la rescousse des entreprises en difficulté, quand nous savons que c'est essentiellement pour sauver l'emploi parce que c'est le grand risque qui est devant nous.

M. le président, le *Leader* de l'opposition a aussi parlé du problème de transparence, de deux poids deux mesures pour les travailleurs - Je viendrai là-dessus au cours de mon discours - pour ensuite conclure, en étant le prophète de malheur.

M. le président, nous sommes en période de crise, et on est en train de bien gérer la situation. Il faut attirer l'attention de la population sur le fait que la gestion est tellement bonne qu'elle risque de ne pas sentir en ce moment la vraie profondeur de cette crise. Et, cela risque de faire mal. Malgré tout ce qu'on est en train de faire pour essayer d'éviter des crises catastrophiques dans le pays, il faut absolument que la population sache que la situation de crise est vraiment importante et profonde.

M. le président, tout le monde sait que l'économie globale, mondiale est secouée par la plus mauvaise crise financière que le monde ait connue. Cette crise financière actuelle, M. le président, est sans précédent eu égard à son impact, à la fois sur le système global mais aussi sur l'économie réelle. Les économies majeures sont rentrées en dépression ; il y en a qui frisent la banqueroute, et il y en a qui sont déjà en banqueroute. Nous avons l'exemple des Seychelles à côté de nous qui est rapidement entré en banqueroute.

M. le président, les bourses dans le monde sont devenues extrêmement volatiles, de telle sorte que jour après jour de nouvelles données apparaissent. Je vais peut-être revenir là-dessus plus tard pour dire qu'il est très difficile pour nous de prévoir ce qui va se passer dans les semaines et les jours à venir. M. le président, jour après jour la situation change tant sur le plan de la croissance que sur le plan des chiffres pour la

création d'emplois et des indices de confiance. On dit un chiffre aujourd'hui et dans les jours qui viennent on en a un autre. Telle est la situation, M. le président, et c'est la première fois, je pense, qu'on est dans une situation semblable.

Ce matin, en réponse à la *PNQ*, mon collègue, le vice Premier ministre et ministre du tourisme, a effectivement accepté qu'il y a quelque temps de cela il avait pensé à quelque chose mais que, dans les semaines qui ont suivi, la situation a évolué tellement rapidement qu'elle a changé drastiquement. Donc, il faut accepter que c'est une réalité. La récession, M. le président, est encore forte en dommages. Pour cela, il nous a fallu faire vite. Au contraire, le gouvernement n'a pas été lent ; il a été régulièrement à l'écoute et a agit très vite. La situation a été suivie de très près ; nous l'avons prise à temps, et c'est pour cela que certaines personnes pensent qu'on a agit trop vite. Il fallait peut-être aller de façon plus ralentie.

Nous avons l'exemple de ce que disait l'Ambassadrice de l'Union Européenne il y a quelques jours dans le pays. Il suffit d'avoir écouté ce qu'elle a dit ; et elle l'a dit de façon extrêmement indépendante, à sa façon. A plusieurs reprises, elle a expliqué que l'île Maurice a su prendre des mesures qu'il fallait et a agit à temps. Et L'île Maurice a été flattée par elle pour avoir fait ce qu'il fallait faire au moment voulu.

M. le président, il y a eu aussi des efforts concertés sur le plan international et, certains pays, dont Maurice, en particulier, a su être avant-gardiste et a même résisté et résiste encore grâce à sa forme de résilience qu'on a obtenue depuis 2005 progressivement. Maurice a réussi en cela particulièrement, M. le président, parce que notre système financier bancaire est bien régulé et bien supervisé et, surtout, sans implication directe dans ce qu'on appelle le *sub-prime lending* qui a été, en effet, une des causes majeures de la crise. Si, ailleurs, il a fallu injecter massivement des liquidités dans le système, cela n'a pas été le cas chez nous. Cependant, malgré cela, M. le président, il y a certaines grandes compagnies chez nous qui ont des problèmes de financement, étant donné que les banques prennent compte des risques et deviennent plus strictes. Les critères d'emprunt sont devenus trop difficiles. Il faut prendre cela en considération. Bien entendu, il y a eu un *slow down* ; on commence à sentir l'effet de l'investissement.

Le risque que les grands projets comme les IRS soient retardés est là, d'où la retombée directe qu'on va sentir sur le phénomène de l'emploi.

Complicant cet état de choses, M. le président, il faut aussi savoir que la crise financière a amené un renforcement du dollar vis-à-vis des monnaies les plus importantes telles que l'euro et la livre sterling. Nous avons connu, à Maurice, une dépréciation de la roupie significative vis-à-vis du dollar, mais une appréciation vis-à-vis de la livre sterling, l'euro, le rand, la roupie indienne et même le dollar australien, ce qui a créé des implications majeures pour la compétition de nos exportations, ainsi que pour le secteur touristique et la balance de paiements. Les effets négatifs, M. le président, après une première étape de résistance de notre système, ont finalement commencé à se faire sentir et, cela, essentiellement sur les secteurs d'exportation, en particulier les « *textiles and garments* », mais aussi le tourisme, la construction, le *real estate* et le *global business*. Les effets de ces secteurs affectés ont ensuite eu et vont avoir un effet multipliant à travers toute l'économie qui se ralentit, provoquant un ralentissement significatif de la consommation, des investissements, la croissance et, en particulier, la création d'emplois. Je vais en parler à la fin de mon discours.

Comme je viens de le dire, M. le président, l'impact de la crise a été, est encore, et sera difficile à prévoir. Des prévisions sur l'ampleur de cet impact sont très difficiles, car il y a beaucoup d'incertitude concernant - comme l'a dit le ministre des finances tout à l'heure - la profondeur de la crise, sa durée, ce qui va se passer, et l'étendue de la récession.

C'est très difficile à dire. Il est pratiquement impossible de voir au-delà de deux à trois mois. Il a fallu prendre cela en considération pour venir avec ce *Stimulus Package*, et ceci après maintes discussions. Ce n'est pas un *package* qui a été travaillé en quelques jours, mais après discussion avec tous les *stakeholders*. Cela cause des problèmes énormes à l'exportation et, pour trouver des solutions, on a été obligé de considérer non pas un mais plusieurs scénarios, étant donné l'incertitude qui existe.

M. le président, tout en gardant à l'esprit que Maurice fait face à un problème qui est dû essentiellement aux causes externes tout à fait au-delà de notre contrôle, la majorité des solutions dépendent des décisions du gouvernement. Bien entendu, le

gouvernement a dû prendre des décisions, même s'il a fallu venir en aide, d'une façon particulière, aux entreprises privées. C'est le gouvernement qui a fait le pas ; il n'y avait pas d'autres solutions en la circonstance. Ajouté à cela, M. le président, il ne faut pas oublier ou minimiser l'effet psychologique qui entoure toujours cet état de choses ; tellement d'incertitude, obligeant les consommateurs - et cela pas seulement à Maurice mais dans le monde entier - à changer leurs habitudes, réduisant leur consommation ou renvoyer à plus tard des choses qu'il fallait consommer maintenant. S'ensuit une forme de morosité et un '*wait and see attitude*' qu'on a déjà connus dans le passé mais, cette fois, d'une façon extrême qui ne fait que compliquer davantage le problème. L'économie mauricienne, M. le président, a pourtant marqué une résilience majeure. Mais, cette résilience n'est pas quelque chose d'inattaquable. Il faut quand même faire attention. On a fait un travail remarquable depuis qu'on a pris le pouvoir en juillet 2005. La création de l'emploi a été l'élément majeur de notre économie, de notre philosophie économique, et nous avons créé, d'année en année, un certain nombre d'emplois. Je dois féliciter le ministre des finances quand il dit qu'on a créé, en un an, plus d'emplois que le gouvernement précédant en cinq ans.

Le taux de chômage a baissé pour la troisième année consécutive, partant de 9.6% à 8.5%. On avait prévu 7.8% pour la fin de l'année dernière, et les chiffres qui sont tombés sont à 7.2%. Donc, il faut accepter que le travail qui a été fait par ce gouvernement et un travail exemplaire et compétent. Le déficit budgétaire aussi a baissé d'année en année, M. le président. Bien entendu, il est difficile pour nous de chiffrer. Le *Leader* de L'opposition ne comprenait pas pourquoi. Ce n'est pas facile, parce qu'il faut voir l'effet du *Stimulus Package*. Là, où il a raison, c'est qu'il faut attendre la présentation du budget dans les semaines qui viennent pour comprendre.

Mais, ce que je voulais dire M. le président, c'est que si on n'avait pas géré l'économie de la façon dont on l'a fait, et si le ministre des finances n'avait pas pris le taureau par les cornes - vous vous souvenez des triples chocs qu'on parlait lorsqu'on a accédé au pouvoir. Maintenant, il y a plus que des triples chocs ; la crise en a rajouté. Il y a cinq chocs, six chocs. Bien entendu, on n'aurait pas pu avoir une économie résiliente si on n'avait pas réussi à créer l'espace fiscal satisfaisant pour absorber ces chocs, notamment le démantèlement de l'accord multifibre, la réduction du prix de notre sucre.

l'augmentation du prix du fuel, l'augmentation des prix alimentaires et, bien entendu, la crise globale.

M. le président, la politique du gouvernement depuis juillet 2005 porte, donc, ses fruits. Il faut admettre que cette politique de réforme enclenchée dès l'accession au pouvoir de ce gouvernement a commencé à avoir des résultats avant même le moment où on les attendait. C'est pour cela qu'on parle d'un *'early harvest'*. Tout le monde sait que c'est vrai. Le *harvest* avait commencé à venir de façon prématurée. Mais, l'on ne pouvait pas prévoir, M. le président, à ce moment, la situation dramatique où l'on se trouve aujourd'hui. Le *Leader* de l'opposition a parlé de la date de juin de l'année dernière. Mais, déjà, je dois vous dire qu'en mai 2008, l'île Maurice avait reconnu, à travers le ministre des finances, qu'il existait des risques majeurs d'une détérioration dramatique. Je me souviens que le ministre des finances avait annoncé qu'il fallait que Maurice soit prête à faire face au pire. Dans ce contexte, on avait mis sur pied les six fonds spéciaux - je pense que le ministre des finances l'a mentionné tout à l'heure - pour parer au pire. Cela a été rendu possible grâce à cet espace fiscal élargi dont je viens de vous parler, et grâce à une politique économique et financière prudente, intelligente, menée depuis le début de notre mandat.

Ces fonds sont bien entendu le *Food Security Fund*, le *Human Resource Knowledge & Arts Development Fund*, *Local Infrastructure Fund* - tous ces fonds sont en train de fonctionner - le *Maurice Ile Durable Fund*, le *Manufacturing Adjustment and SMEs Development Fund*. Vous verrez la quantité de travail qui est réalisé par ce fonds, et mon collègue, le ministre du Business, Enterprise & Co-operatives, en parlera sûrement. Le *Leader* de l'opposition tout à l'heure disait qu'on faisait un appel spécial pour les *SMEs*. Nous en sommes conscients. Pour finir, il y a le *Social Housing Development Fund*. Le *Human Resource Knowledge & Arts Development Fund*, M. le président, est sous la direction de mon ministère, et je peux vous dire qu'il y a un énorme travail abattu par ce fonds, que ce soit dans le domaine de la culture, de l'éducation et, en particulier, dans le domaine infrastructurel. Si vous voyiez le nombre d'écoles qui sont en train d'être réhabilitées ; chaque école est en train d'aller dans la direction de pouvoir avoir un *computer lab*, un laboratoire pour *design* et technique, un laboratoire pour

design et communication, un laboratoire pour la science. Toutes ces écoles sont en train d'être pourvues de ces infrastructures.

Partout où il y a un manque de ces laboratoires, on est en train de les construire et je pense que, d'ici 2010, on pourra fièrement dire que toutes les écoles sont équipées de ces laboratoires.

M. le président, il y a aussi le problème d'hygiène dans les écoles. Qu'il s'agisse des toilettes, des réservoirs d'eau, on est en train de travailler de telle façon à ce que tous ces problèmes d'hygiène disparaissent le plus rapidement possible, afin de créer une ambiance particulièrement propre dans les écoles.

M. le président, le budget 2008-2009 a fait provision d'une somme de R 1.8 milliard en prévision d'une réforme adaptée à la crise globale. C'est tout à fait le contraire de ce que disait le *Leader* de l'opposition tout à l'heure. C'est parce que le ministre des finances avait déjà perçu certains signes qu'il est venu avec cela. En octobre 2008, le G-20 appela à des efforts concertés sur le plan mondial pour la stimulation de la croissance économique. On en a pris compte et, à Maurice, nous n'avons pas perdu de temps. Nous avons pris des mesures immédiates, en coordination avec la banque centrale, en faisant passer aux consommateurs - cela a été fait et continue à se faire - les baisses, autant que faire se pouvait, des prix des produits pétroliers, en définissant un *Additional Stimulus Package* qui fut présenté en décembre 2008, comme nous le savons, dont le but était de limiter les dégâts de la crise.

En ce qui concerne ce *Stimulus Package* et les mesures préconisées, cela n'a pas été le seul travail des experts du ministère des finances, mais bien entendu un travail - comme je le disais tout à l'heure - préparé avec le plus grand sérieux du monde, avec la plus grande compétence, un travail qui a été finalisé et présenté après consultation auprès de tous les *stakeholders*, en particulier le secteur privé - et la raison est très simple - car c'est lui qui est créateur d'emplois. Il y a aussi le risque de perte d'emplois. Donc, on fait tout ce qu'on peut pour éviter cela. On a discuté avec le secteur privé. On sait très bien qu'ils vont profiter parfois de cette occasion pour essayer d'avoir un maximum de chose, mais avec l'expertise du ministère des finances, on a su faire la part des choses, après discussion avec le secteur privé, bien entendu, mais aussi l'*Empowerment Foundation* qui a abattu un travail remarquable. L'*Empowerment Programme* qui a été mis sur pied déjà

depuis plusieurs mois a fait un travail remarquable. On a travaillé avec eux, tout comme le ministère du travail, parce qu'il s'agit de la sauvegarde de l'emploi pour essentiellement aller dans le sens de la réduction, autant que faire se peut, du problème de chômage et améliorer le reclassement professionnel, c'est-à-dire, empêcher les gens de perdre leur emploi si une usine ferme, essayer de les reclasser soit dans un autre métier, après une formation, ou bien carrément bouger vers une autre entreprise qui offrirait le même emploi. Très vite, M. le président, le ministre a compris que pour que le pays puisse sortir gagnant de cette crise, il fallait agir sur plusieurs fronts à la fois. Et c'est cela, peut-être, que le *Leader* de l'Opposition n'a pas compris, et pense appeler cela un fourre-tout. Il fallait, en particulier, agir sur plusieurs fronts à la fois. Bien entendu, à tout seigneur tout honneur, la macroéconomie, mais aussi l'économie sectorielle, et on a bien considéré les secteurs qui avaient le plus besoin d'aide. Il y a aussi l'infrastructure publique, mais aussi sectorielle comme je viens de parler de l'éducation. La même chose dans le domaine de la santé en tenant compte des spécificités. Rodrigues n'a jamais été oublié, tout comme les collectivités locales. Et il agit aussi sur le front des prix pour s'assurer qu'une baisse de prix – comme je disais tout à l'heure – que ce soit sur des commodités alimentaires, mais aussi énergétiques, soit passée aux consommateurs, et que surtout l'emploi soit protégé, privilégié de la nécessité de mettre sur pied un mécanisme, de concert avec le secteur privé, pour pouvoir repérer à temps des signes précis. C'est très important. Il faut toujours repérer le plus précocement possible les premiers signes de difficultés des entreprises afin qu'on puisse agir de façon à empêcher les usines, soit de fermer, ou de réduire leurs effectifs. Il n'a pas oublié les plus vulnérables, M. le président, qui risquaient, comme on le sait, en temps de crise, d'en faire les frais plus que nécessaire. Pour cela, il était nécessaire de renforcer les filets protecteurs malgré tout pour ceux qui en avaient le plus besoin. Il a fallu aussi – comme je l'ai mentionné tout à l'heure – ne pas oublier l'effet psychologique. Il faut agir. C'est pour cela que parfois, un ministre des finances doit dire certaines choses à la nation pour que l'effet psychologique ne soit pas étendu outre mesure.

M. le président, je dois dire que ce travail, extrêmement sérieux, a été accompli par la mise sur pied de deux comités ministériels; le premier, présidé par personne d'autre que le Premier ministre lui-même, pour définir et veiller à la réalisation d'une

politique qui soit adaptée pour pouvoir améliorer davantage la résilience qui était déjà bonne, afin qu'il puisse continuer à empêcher le choc d'avoir des effets néfastes sur notre économie.

Le deuxième comité, présidé par le vice Premier ministre et ministre des finances lui-même, est sur le *Human Capacity, Solidarity, Physical Infrastructure, Economic Empowerment Committee* pour prendre soin de la formation – essentielle –, pour prendre soin de l'*Empowerment* – qui est très important –, de l'infrastructure en temps de crise, afin que lorsque la crise est derrière nous, nous soyons prêts à faire face. Ce qui est crucial à l'investissement et, donc aussi, à la création d'emplois. Pour aboutir à ces objectifs bien établis, il a fallu, M. le président, décider d'abord sur des mesures et aussi trouver les moyens pour faire aboutir ce qui avait amené finalement à l'élaboration de ce *additional stimulus package*, qui était basé sur des principes. Premier principe : accélération de l'implémentation des projets d'infrastructures existants, et du programme d'investissement du secteur public. Et là, nous avons un problème. Je suis sûr que mon ami, le ministre des infrastructures publiques, en parlera, parce que souvent on a les moyens, mais il y a d'autres phénomènes qui viennent nous bloquer. J'en ai fait l'expérience parce que je voulais cette année même changer toutes les toilettes et tout remettre à jour dans toutes les écoles du pays, que ce soit au niveau primaire, pré-primaire ou secondaire. Malheureusement, M. le président, nous avons des difficultés, et je suis frustré quand je vois que l'argent est disponible pour améliorer certaines choses, mais que d'autres raisons, comme notre système de transparence auquel nous sommes très attachés, nous obligent parfois à perdre beaucoup de temps. Donc, on est en train d'y réfléchir ; nous allons voir notre système, mais cela aboutit quand même à des éléments de frustration.

Deuxième principe : l'accélération aussi en ce qui concerne la formation et le *reskilling* des travailleurs. Comme vous le savez, je suis aussi le ministre responsable du *HRDC*. Nous avons réfléchi sérieusement à la chose et il y a, en ce moment même, des entreprises qui ont besoin de main-d'œuvre mais qu'on n'arrive pas à en trouver. C'est le paradoxe. Je n'ai pas envie de blâmer qui que ce soit, mais je pense que dans le domaine de l'informatique, par exemple, pour la création d'emplois, il aurait fallu faire beaucoup

de choses dans le passé, qui n'ont pas été faites et, aujourd'hui, nous nous retrouvons avec un manque de main-d'œuvre.

La semaine dernière, si je ne me trompe, il y a eu une foire à Paris dans le domaine de l'informatique, où l'île Maurice était représentée. J'ai eu des informations, et je sais qu'il y a des entreprises qui sont casées dans des pays tels que le Maroc, l'Algérie et qui ont eu des difficultés à fonctionner. Ils ont souvent des coupures de courant qui durent de deux à trois jours, et qui jouent contre l'avenir de l'informatique. Je ne vais pas entrer dans les détails, car tout le monde sait pourquoi. Ces entreprises peuvent délocaliser, mais ils ont quand même besoin de 1,000, 1,500, 2,000 employés dans le domaine des *BPOs*, des *call centres*, qu'on n'arrive pas à leur en donner car nous n'avons pas des gens formés en nombre suffisant. Heureusement, que mon collègue, le ministre responsable de l'informatique, est en train d'étudier ce problème sérieusement et rapidement, afin de venir avec un projet pour la formation de ces personnes, un plus grand nombre de personnes à former, avec le concours du secteur privé, son ministère et, bien entendu, le *HRDC*.

M. le président, troisième principe : la provision de support aux secteurs affectés, grâce à une assistance technique et financière pour aider à la restructuration des entreprises et le développement de nouveaux marchés. Je préfère ne pas trop m'attarder là-dessus, car j'ai déjà répondu au *Leader* de l'Opposition tout à l'heure. Mais, comme on est en état de crise, M. le président, il a fallu quand même trouver les moyens. Mais, les conditions sont là. Il parlait aussi de la transparence. Nous sommes un pays transparent ; nous savons combien nous sommes attachés à ce phénomène de transparence. Mais nous sommes ici – il y a toute la transparence voulue – et on peut poser toutes les questions. Je suis sûr que les réponses seront données et, bien entendu, il ne faut pas empêcher, vu l'état où nous sommes, à ce qu'on puisse aller à la rescousse de ces entreprises en difficultés parce que de l'autre côté ce sont les travailleurs dont l'avenir est menacé. Donc, pour empêcher les drames familiaux, pour empêcher que les personnes perdent leur emploi, il a fallu quand même prendre des mesures exemplaires.

Quatrième principe, M. le président : les mesures nouvelles pour stimuler l'investissement, à la fois locale et étranger.

Cinquième principe : une meilleure coordination entre les secteurs pour identifier les *bottlenecks* dont je viens de parler tout à l'heure ; il va falloir y remédier. Parfois, on sent la frustration. Je me demande pourquoi, dans les cas difficiles, où le problème de transparence fait défaut, on ne viendrait pas à l'Assemblée pour exprimer notre problème afin que tout le monde l'examine ensemble. Par exemple, on a envie de faire un *dream bridge* qui coûterait des milliards de roupies et qui, à cause des systèmes de procédures, on risque d'attendre longtemps pour le voir aboutir. Je pense que ce serait une bonne chose que, dans des moments où on voit des blocages devant nous, qu'on vienne à l'Assemblée et qu'on demande à l'Assemblée d'en prendre la responsabilité, afin que tous ensemble on puisse réaliser de tels projets.

Sixième principe, M. le président - j'en ai touché un mot tout à l'heure - : la restructuration des filets protecteurs pour réduire les coûts administratifs qui sont quand même énormes. Souvent, on laisse passer des choses parce que les coûts administratifs sont exorbitants. On préfère laisser le problème tel quel, parce que si on fait le contraire cela coûterait cher. Il y a aussi la restructuration des filets protecteurs pour augmenter l'assistance aux plus démunis et aux nécessiteux.

M. le président, en ce qui concerne le sixième principe, j'ai touché un mot tout à l'heure sur la restructuration des filets protecteurs pour réduire les coûts administratifs qui sont quand même énormes. Souvent on laisse passer des choses parce que ça coûterait trop en ce qui concerne des coûts administratifs. On préfère laisser le problème parce que si on fait le contraire ça coûterait trop. La restructuration des filets protecteurs est pour augmenter l'assistance aux plus démunis et ceux qui sont vraiment dans la nécessité. Tout cela, M. le président, bien entendu, sans oublier les groupes vulnérables. Nous sommes un gouvernement qui a du cœur ; nous connaissons l'attitude du Premier ministre ; nous connaissons aussi l'attitude de son gouvernement, de l'Alliance sociale et c'est un gouvernement qui voudrait quand même que le train du progrès ne soit pas raté par ceux qui sont dans la difficulté.

M. le président, *L'Additional Stimulus Package* est fait d'un certain nombre de mesures – je ne vais pas entrer dans les détails. Vous savez que l'enveloppe est de R 10.4 milliard qui correspond à environ 3% du PNB et ce qui équivaldrait, si tout marche comme prévu, à une croissance supplémentaire de 1 à 1,5 % annuellement.

Donc, cela résume ce que ce *Stimulus Package* équivaldrait. Certaines de ces mesures, M. le président, qui sont contenues dans l'*Additional Stimulus Package* qui a été rendu public au mois de décembre, nécessitent des amendements - et les amendements ont déjà été réalisés par voie de règlements. Mais d'autres mesures nécessitent aussi des amendements qui sont obligatoires au niveau de l'Assemblée, qui requièrent le vote parlementaire ; et c'est pour cela que ce *package* est présenté devant nous.

Le temps passe, M. le président. J'allais parler du domaine de la construction, du tourisme, la facilitation du business, mais je suis sûr que mes collègues ministres qui ont la responsabilité de ces domaines reviendront là-dessus. Juste pour vous dire en terminant, M. le président, que la protection de l'emploi c'est la priorité des priorités. Je voudrais profiter de cette occasion pour dire quelques mots sur les nouvelles lois du travail, parce que j'ai été le ministre du travail et de l'emploi pendant les trois dernières années et j'ai été à l'origine de ces nouvelles lois du travail. Je voudrais rectifier une attitude et je ferai un appel pressant aux membres de l'opposition de ne pas faire de la démagogie en ce qui concerne ces lois. Je suis sûr que s'ils étaient au gouvernement et avaient la responsabilité, ils seraient bien à l'aise que ces lois du travail continuent dans le sens qu'on a voulu faire.

M. le président, la majorité de ces cas de licenciement qu'on est en train de voir ce n'est pas l'effet direct de la crise. Le problème du Shibani textile est un problème qui dure depuis plus d'un an. Sans le *Stimulus Package*, nous avions intervenu pour pouvoir sauver cette entreprise qui a continué à avoir des difficultés. Il y a plusieurs cas comme ceux là. Il ne faut pas mélanger les pédales ; il ne faut pas mélanger les choses. Au contraire il faudrait lever les bras bien haut au ciel que les lois ont été promulguées juste avant que la crise ne commence à se faire sentir sérieusement chez nous. Sans ce projet de loi, sans le *Workfare Programme*, qu'est-ce qu'on aurait vu ? Plus de 48,500 emplois sont perdus entre 2000 et 2005. Mes collègues étaient là ; l'honorable Soodhun était à notre place ici. M. le président, ces personnes ont perdu leur emploi et malheureusement ils n'ont pas pu être recasés dans un autre emploi. Allez voir ce qu'ils ont eu. Zéro ! Je prends l'exemple de Winbright. Les travailleurs ont lutté pendant cinq ans ; ils ont attendu le verdict de la cour ; et quand le verdict est tombé, l'employeur a été demandé de payer 60% de ce que ces travailleurs auraient dû avoir cinq ans avant. Voilà le cas de

Winbright qui est un exemple flagrant. Beaucoup de travailleurs n'ont rien eu. En ce qui concerne de cas de Winbright, il fallait compter quand même l'intervention du gouvernement pour demander au BPML qui était aussi un créancier de laisser 50% de ses avoirs parce que le créancier passait avant les travailleurs ; on vient de corriger cela. Mais, à ce moment là, le créancier du BPML passait avant les travailleurs. Le BPML a pu agir et les 50% que BPML devait avoir sont allés aux travailleurs ; en ajoutant tout cela que les travailleurs ont eu 60% de ce qu'ils devaient avoir six ans avant. Donc, ce sont des lois qui existent ; quand on lit la loi on dit : *bien bon ! Bravo ! Il faut ça même* c'est ce que disent les syndicats. De grâce ! Messieurs les députés de l'autre côté de la chambre, n'entrez pas dans ce piège. Beaucoup de travailleurs n'ont rien eu. Quand j'étais député de l'opposition, j'ai vu des entreprises fermer leurs portes et je peux vous dire que c'est un drame extraordinaire. Il ne faut pas entrer dans ce piège. Avec le *Workfare Programme* comme vous voyez, les travailleurs ne sont pas sur le pavé du jour au lendemain. Ils reçoivent une allocation mensuelle. Quand on avait fait ce *Workfare Programme* effectivement, nous n'avions pas prévu la crise internationale, sinon au lieu d'un an on aurait pu tenir plus longtemps. Mais, on avait pensé qu'un an serait suffisant pour qu'on puisse trouver un emploi par ceux qui avaient perdu leur emploi.

En ce qui concerne la contribution de 1% par les travailleurs, là aussi je pense que c'est de la démagogie. Cette contribution de 1% reste dans le fond aux bénéficiaires du travailleur. Nous avons plus de 600,000 travailleurs dans le pays et il n'y en a que 200 à 300 personnes qui ont bénéficié de ce *Workfare Programme*. Il y a environ 2000 personnes qui ont perdu leur emploi, et la grosse majorité de ces personnes ont retrouvé un autre emploi par le biais de ce projet de loi nouveau avec l'intervention de ce que la loi permet. Il y a 300 à 400 personnes dont les cas ont été référés au ministère de la sécurité sociale pour qu'elles puissent bénéficier du *Workfare Programme*. Donc ces 300 à 400 travailleurs contribuent seulement la moitié de 1%. Il ne faut pas exagérer. Il faut savoir qu'il fallait constituer un fond et dans lequel fond il y a 600,000 travailleurs. On a vu le chiffre de R 14 million par mois la semaine dernière. Le *Leader* de l'opposition fait comme si il ne sait pas que le fond a été mis sur pied au mois de février. Les travailleurs ont contribué que R 14 million, mais ça ne suffit pas pour faire tout le travail, il faut savoir que c'est de la solidarité. Si 1% est contribué par les travailleurs, les

99% sont contribués soit par le gouvernement ou par le secteur privé. Donc, permettez-moi, M. le président, d'avoir quand même essayé de rectifier le tir ; et je fais un pressent appel pour que les membres de l'opposition n'entrent pas dans le piège pour aller dans la mauvaise direction.

Mr Speaker, Sir, I was just trying to tell you that in this world which is moving so fast and changing so quickly - and even abruptly I must say - it is absolutely important that we remain pro-active and build enough resilience in our economy. We have started building it; it is there, we have to improve upon that. I am sure that this Stimulus Package, Mr Speaker, Sir, will bear its fruits for the benefit of the entire population. We have to be pragmatic and also realistic, and we are confident, on this side of the House, that there was no better way out in the present circumstances. I call upon the Opposition to be realistic too, not only loyal but also patriotic as well.

Thank You, Mr Speaker, Sir.